



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

oiseaux

Question écrite n° 10517

Texte de la question

M. Vincent Peillon souhaite attirer l'attention de Mme le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement sur les problèmes soulevés par la directive européenne 79/406/CEE relative aux oiseaux sauvages. En effet, se référant à la jurisprudence constante de la Cour de justice européenne, les tribunaux administratifs, à la demande d'associations hostiles à la pratique de la chasse, annulent régulièrement les arrêtés préfectoraux qui autorisent les chasse de retour en février pour méconnaissance des objectifs de cette directive dite « Oiseaux ». Le Conseil d'Etat, pour les mêmes raisons, annule l'arrêté ministériel autorisant l'ouverture anticipée de la chasse au gibier d'eau. Les associations et les fédérations de chasseurs sont à juste titre très inquiets pour l'avenir de ce loisir traditionnel et populaire qu'est la chasse au gibier d'eau et aux oiseaux migrateurs dans le département de la Somme. Bien conscient de toute l'attention portée par le Gouvernement sur cette question, il lui demande de lui indiquer les orientations que le Gouvernement entend retenir pour la renégociation de cette directive.

Texte de la réponse

La ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement a pris connaissance, avec intérêt, de la question concernant l'application de la réglementation européenne en matière de chasse. La directive du conseil du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages (n° 79/409) a fixé, dans son article 7 paragraphe 4, un certain nombre de principes relatifs aux périodes de chasse, parmi lesquels certains sont déterminants : les espèces ne doivent pas être chassées pendant la période nidicole ni pendant les différents stades de reproduction et de dépendance ; les espèces migratrices ne doivent pas être chassées pendant leur période de reproduction et pendant le trajet de retour vers leur lieu de nidification. Dans un arrêt du 19 janvier 1994, la Cour de justice des Communautés européennes a interprété ces principes comme suit : la date de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs et au gibier d'eau doit être fixée selon une méthode qui garantisse une protection complète de ces espèces pendant la migration pré-nuptiale ; la fixation par un Etat-membre de dates de clôture échelonnées en fonction des espèces est incompatible avec la directive précitée sauf à apporter la preuve, fondée sur des données scientifiques et techniques appropriées à chaque cas particulier, qu'un échelonnement des dates de clôture de la chasse n'empêchait pas la protection complète des espèces d'oiseaux susceptibles d'être affectées par cet échelonnement ; la fixation de dates de clôture variant selon les différentes parties du territoire d'un Etat-membre est compatible avec la directive. Dans un arrêt du 3 décembre 1999, le Conseil d'Etat a jugé que les dispositions introduites au second alinéa de l'article L. 224-2 du code rural par la loi du 3 juillet 1998 (c'est-à-dire la fixation par département, par type de territoire et par espèces des dates d'ouverture anticipée et de clôture temporaire de la chasse au gibier d'eau) sont, dans leur quasi-totalité, incompatibles avec les principes énoncés ci-dessus. Sur la base des données scientifiques rassemblées par le professeur Lefeuvre sur l'éthologie des oiseaux et à partir des modifications législatives et réglementaires proposées par le député François Patriat à la demande du Premier ministre, le Gouvernement a présenté en conseil des ministres le 16 février dernier un projet de loi sur la chasse qui prend en compte les différents intérêts en jeu et transcrit dans notre droit les principes de la directive « Oiseaux ». Ce projet de loi, en cours

d'examen au Parlement, devrait mettre fin aux incertitudes juridiques qui pesaient sur les procédures de fixation des dates de la chasse aux oiseaux migrateurs.

Données clés

Auteur : [M. Vincent Peillon](#)

Circonscription : Somme (3^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 10517

Rubrique : Chasse et pêche

Ministère interrogé : aménagement du territoire et environnement

Ministère attributaire : aménagement du territoire et environnement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 février 1998, page 961

Réponse publiée le : 19 juin 2000, page 3667